

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 07

Objet de la délibération: Direction
Economie de Proximité et tourisme - Pôle
Emploi - Convention de partenariat

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.007

Date de la convocation :
Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du

28 FEV. 2018

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOU à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Pôle Emploi, Institution Nationale Publique, est un opérateur fortement déconcentré qui favorise l'adaptation territoriale des politiques de l'emploi et résolument orienté au service de ses publics : demandeurs d'emploi, employeurs ainsi que collectivités territoriales.

De son côté, la CASA est un territoire de coopération entre les différents acteurs institutionnels des Alpes-Maritimes tels que la CCINCA, l'Université de Nice Sophia Antipolis, le CNRS, l'INRA, le SKEMA Business School... Cette coopération se traduit par de multiples partenariats, dans des domaines tels que la chaîne de l'innovation avec le Business Pôle, la recherche et les technologies ou l'observation socio-économique.

Dans ce contexte, les parties souhaitent renforcer leur coopération afin de partager, pour Pôle Emploi, ses éléments d'informations disponibles, dont les chiffres, statistiques et la structure de la demande d'emploi (A, B, C) et pour la CASA, son analyse, ses projets territoriaux et entrepreneuriaux le plus en amont possible pour que Pôle Emploi puisse proposer son offre de services en matière de formation, d'adaptation des publics et d'ingénierie de recrutement.

La mise en commun des analyses et diagnostics permettra, sur le territoire de la CASA, de produire un diagnostic commun ou des études conjointes selon les besoins identifiés, repérant des problématiques permettant aux deux partenaires d'élaborer des actions communes visibles en coordonnant leurs moyens.

Ce partenariat est proposé dans le cadre d'une convention d'une durée de 3 ans, jointe en annexe, et est consenti à titre gratuit.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe d'un partenariat avec Pôle Emploi ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat dont le projet est joint en annexe, ainsi que les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe d'un partenariat avec Pôle Emploi ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat dont le projet est joint en annexe, ainsi que les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTENARIAT

DIRECTION TERRITORIALE DES
ALPES MARITIMES
ET
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS

les signataires

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège à la Mairie d'Antibes, BP 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI, agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président, est autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 19 février 2018 ;

Désigné ci-après “ le partenaire ”

Et

Pôle emploi Institution nationale publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est à Paris 20ème, 1-5 Avenue du Docteur Gley.

Représentée à la présente convention par :

Madame Ghislaine ELLENA en sa qualité de Directrice Territoriale des Alpes Maritimes, Immeuble Horizon 455 ave des Anglais CS 33129 06203 Nice

Et Madame Arlette Villani, en sa qualité de Directrice de l'Agence Pole emploi d'Antibes

Préambule

Vu le code du travail, notamment ses articles L 5311-1 et suivants ; L5312-1 et suivants ainsi que R 5212-1 et suivant ; R.5213-1 à R.5213-8

Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 relatif à la création de Pôle emploi

Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale

Vu la loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

Vu la décision du Conseil d'administration du 19 décembre 2008, créant la nouvelle institution nationale dénommée « Pôle emploi »

Vu la convention tripartite 2015-2018 ETAT-POLE EMPLOI-UNEDIC du 18 décembre 2014

Enfin, au vu de l'accord signé le 22/09/2017 entre Pôle emploi 06 et l'Association de Maires et Présidents de communautés d'agglomération des Alpes-Maritimes ainsi qu'avec l'Association des Maires ruraux des Alpes-Maritimes,

Il est convenu ce qui suit.

La collaboration entre Pôle Emploi Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis vise à optimiser la coordination et l'efficacité des politiques publiques en respectant et en prenant en compte les compétences de chacun.

Elle vise à renforcer la territorialisation des politiques d'emploi et de développement local et à évaluer les impacts. Pour cela elle prévoit de co-construire des actions répondant aux besoins des populations et des entreprises

Les élus en tant que facilitateurs d'emploi partagent, sur la base de leur projet de développement de territoire, les informations socio-économiques, les outils et moyens à leur disposition et Pôle Emploi partage ses connaissances du marché du travail, ses projets, ses services, son organisation afin d'élaborer ensemble un diagnostic et des projets adaptés aux besoins locaux.

Ainsi, au vu de la concordance des objectifs des 2 institutions et de leur volonté réciproque de renforcer leur coopération, il est proposé de conclure une convention de partenariat.

ARTICLE 1

Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de collaboration entre Pôle emploi et la CASA sur les 3 axes qu'ils souhaitent partager.

1. Partager les informations économiques et la situation du marché du travail
2. Au regard du diagnostic partagé, accompagner les stratégies territoriales des acteurs du territoire en matière de recrutement et formation
3. Accompagner et veiller à la complémentarité des offres de service des deux partenaires

ARTICLE 2

Les partenaires

Pôle emploi Alpes-Maritimes, c'est

Une Direction Territoriale située à Nice.

- 705 collaborateurs (effectif CDI).
- 11 agences de proximité qui accueillent les demandeurs d'emploi et les entreprises et assurent :
 - L'accueil, l'information, l'accompagnement des personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou de conseils professionnels,
 - L'inscription et le placement des demandeurs d'emploi,
 - Le versement des allocations aux demandeurs d'emploi indemnisés,
 - La prospection du marché du travail et la collecte des offres d'emploi,
 - L'aide et le conseil aux entreprises dans leurs recrutements,
 - La mise en relation entre les demandeurs d'emploi et les entreprises.
- 84 conseillers sont dédiés à l'accompagnement des entreprises et 27 sont spécialisés dans l'accompagnement intensif des demandeurs d'emploi.
- Les agences délivrent également des services spécialisés comme l'accompagnement des licenciés économiques, des cadres, des professionnels du spectacle ou la méthode de recrutement par simulation.

Un opérateur fortement déconcentré pour favoriser l'adaptation territoriale des politiques de l'emploi et résolument orienté au service de ses publics : demandeurs d'emploi, employeurs ainsi que collectivités territoriales.

Deux missions centrales : l'indemnisation et le placement.

664,3 millions d'euros d'allocations versées en 2016.

65 779 offres d'emploi confiées par les entreprises.

77 065 retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et 13 950 demandeurs ont bénéficié d'une formation en 2016.

L'engagement à agir dans le cadre de la Charte du Service Public de l'Emploi contre les discriminations, pour l'égalité des chances, la promotion de la diversité et l'égalité professionnelle hommes-femmes.

L'agence POLE EMPLOI d'Antibes – Vallauris sera l'interlocuteur privilégié de la CASA

665, 1ère Avenue 06600 ANTIBES

Territoire : Antibes Juan-les-Pins/ Biot / Valbonne / Vallauris Golfe-Juan

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, c'est

Créée en 2002, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) regroupe 24 communes. Ses politiques publiques concernent aussi bien le quotidien de ses habitants que leur avenir, à travers la politique de l'habitat, l'aménagement du territoire, le développement économique, la politique de la ville, la collecte et le traitement des ordures ménagères, les transports et déplacements, la lecture publique et l'ensemble des autres équipements communautaires de loisirs ou culturels qui contribuent à la qualité de vie sur son territoire.

La CASA est un territoire de coopération entre les différents acteurs institutionnels des Alpes-Maritimes tels que la CCINCA, l'Université de Nice Sophia Antipolis, le CNRS, l'INRA, le SKEMA Business School... Cette coopération se traduit par de multiples partenariats, que ce soit dans le domaine de la chaîne de l'innovation avec le Business Pôle, dans le domaine de la recherche et des technologies, ou de l'information et de l'observation socio-économique.

ARTICLE 3

Modalités de mise en œuvre

- **AXE 1 Partager les informations économiques et la situation du marché du travail**

Pôle emploi et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis disposent de moyens complémentaires pour mener des analyses et élaborer des diagnostics ciblés du territoire.

Pôle Emploi s'engage à transmettre à la C.A.S.A trimestriellement les éléments d'informations disponibles pertinents, dont les chiffres, statistiques et la structure de

la demande d'emploi (Catégories A, B et C) à l'échelle des 24 communes de la CASA, du département, et du pays afin de permettre une mise en perspective des données. (Éléments correspondant au panier statistique fourni antérieurement à la MDE)

La CASA s'engage à informer des projets territoriaux et entrepreneuriaux le plus en amont possible pour que Pôle Emploi puisse proposer son offre de services en matière de formations, d'adaptation des publics et d'ingénierie de recrutement.

Les informations partagées porteront notamment sur :

- ✓ Les sujets de développement local : création de zones d'activités, implantation d'entreprises...
- ✓ La situation du marché du travail
- ✓ Les engagements partenariaux avec d'autres acteurs du SPE : Missions locales, PLIE, Cap Emploi....
- ✓ L'offre de service de Pôle emploi, ses évolutions, notamment numériques, et ses actions sur le territoire de la CASA

La mise en commun des analyses et diagnostics permettra sur le territoire couvert de produire un diagnostic commun ou des études conjointes selon les besoins identifiés, repérant des problématiques permettant aux deux partenaires d'élaborer des actions communes visibles en coordonnant leurs moyens.

- **AXE 2 : Au regard du diagnostic partagé, accompagner les stratégies territoriales des acteurs du territoire en matière de recrutement et formation**

Ainsi, le diagnostic partagé permettra de construire des actions communes telles que :

- La contribution respective au développement économique. Pôle emploi accompagne les communes et EPCI lors d'implantations d'entreprises, de plans de recrutements en nombre ou de mutations économiques.
- La mise en œuvre des MSAP avec les collectivités volontaires
- La mise en œuvre d'actions liées aux contrats de ville
- L'organisation conjointe de forums
- La mise en œuvre d'actions communes pour lever les freins à l'emploi au regard des spécificités du territoire
- Le repérage des besoins de formation des demandeurs et des entreprises

Des réunions régulières (rythme à définir) permettront d'assurer le suivi des actions engagées et de s'informer mutuellement sur les évolutions économiques et sociales du bassin.

- **AXE 3 : Accompagner et veiller à la complémentarité des offres de service des deux partenaires**

Les partenaires s'entendent pour mettre en place des actions communes ou complémentaires concernant:

- L'accompagnement et le conseil auprès des créateurs d'entreprise,
- L'accompagnement et le développement de filières d'excellence sur le territoire, comme
- La filière numérique
- La filière Hôtels Cafés Restaurants
- Le commerce Grande distribution
- Le Yachting



Tous les services décrits ci-dessus sont délivrés à titre gratuit.

ARTICLE 4

Déontologie et communication

4.1 : DEONTOLOGIE

Le partenaire s'engage à ne pas créer de fichiers, dans le cadre du partenariat, de demandeurs d'emploi ou d'entreprises et à ne communiquer aucune information nominative concernant les demandeurs d'emploi.

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes de confidentialité, d'égalité, de gratuité, de neutralité et de continuité.

Les informations détenues par Pôle emploi auxquelles le partenaire aura accès ne pourront être utilisées que dans la limite de la coopération disposée par la présente convention.

4.2 : COMMUNICATION

Les signataires s'engagent à s'informer mutuellement de toute manifestation, action de communication ou interview relative à la présente convention.

Les signataires s'engagent à faire figurer le double logo - Partenaire et Pôle emploi - sur les documents afférents à la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 5

Suivi et évaluation de la convention

Le suivi de la convention se fait au cours de rencontre(s) semestrielle(s), entre la Direction Territoriale Pôle emploi 06, le Pôle emploi d'Antibes, et le représentant du partenaire.

Une réunion d'évaluation, composée a minima des présents signataires, ou leurs représentants, a lieu deux mois avant l'échéance de la présente convention. Celle-ci décide du renouvellement ou non de la présente convention ainsi qu'indiqué à l'article 6.

ARTICLE 6

Durée de la convention - résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa notification au cocontractant pour une durée de 3 ans.

Elle peut être reconduite expressément pour une nouvelle période d'un an.

La demande de reconduction est à l'initiative de l'une et/ou l'autre des parties et est notifiée par courrier au plus tard deux mois avant la date anniversaire de la présente convention.

Elle peut être modifiée par voie d'avenant dans la limite de la durée de la convention initiale.

En cas de non respect des engagements contractuels, les parties pourront résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7

Attribution des juridictions

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends pouvant naître de l'application de la présente convention.

A défaut d'accord amiable dans un délai d'un mois, tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention pourra être porté devant la juridiction compétente pour le siège régional dont dépend le Pôle emploi.

Fait à, le

Fait à le

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,**

Pour Pôle emploi

**Monsieur Jean LEONETTI,
Président de la CASA**

**Madame Ghislaine ELLENA,
Directrice Territoriale des Alpes Maritimes**

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_007
Nature : DE - Deliberations
Objet : Pôle Emploi - Convention de partenariat
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : dD3GmRM

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_007-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_007
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Pôle Emploi - Convention de partenariat
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_007-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_007-DE-1-1_2.PDF

N